



Expertise comptable  
Commissariat aux comptes

**Union Départementale des  
Associations Familiales du Var  
15, rue Chaptal  
83956 La Garde cedex**

**RAPPORT SUR LES  
COMPTES ANNUELS AU  
31 DECEMBRE 2022**

**jb** audit conseil

56, rue Saint-Philippe - 06000 Nice

Tél : 04 93 86 50 86 - Fax : 04 93 86 09 86

Web : [www.jbaudit.com](http://www.jbaudit.com) - E-mail : [secretariat@jbaudit.com](mailto:secretariat@jbaudit.com)

Bureaux à Antibes, Beaulieu-sur-Mer, Cannes, Mouans-Sartoux, Nice



**Réseau international  
d'experts indépendants**  
Présents en France et dans 50 pays



Expertise comptable  
Commissariat aux comptes

Union Départementale des  
Associations Familiales du Var  
15, rue Chaptal  
83956 La Garde cedex

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

*A l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 2023 de l'UDAF sur 3 pages plus 21 pages d'annexes.*

### *Opinion*

En exécution de la mission renouvelée qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale du 8 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UDAF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### *Fondement de l'opinion*

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévue par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### *Justification des appréciations*

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés que les principes comptables appliqués par l'UDAF ne donnent pas lieu à interprétation ; que les règles comptables propres aux associations et plus particulièrement celles concernant les activités dans le secteur sanitaire et social sont appliquées.

La comptabilité de l'UDAF DU VAR organisée dans le respect des normes qui lui sont applicables et notamment du règlement ANC 2018-06 modifié, sous forme de quatre sections principales plus une section auxiliaire « prêts et dons ».

Cette organisation a pour objet principal de rendre possible, par l'autorité départementale de tutelle finançant les activités soumises à tarification, le contrôle des résultats et leur affectation. ; des sections sous le contrôle des tiers financeurs, à savoir « le service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs » et le « service délégué aux prestations familiales ».

*Rapport général exercice clos le 31 décembre 2022 - Total bilan 4140831€*

*1/3*

**jb audit conseil**

56, rue Saint-Philippe - 06000 Nice

Tél : 04 93 86 50 86 - Fax : 04 93 86 09 86

Web : [www.jbaudit.com](http://www.jbaudit.com) - E-mail : [secretariat@jbaudit.com](mailto:secretariat@jbaudit.com)

Bureaux à Antibes, Beaulieu-sur-Mer, Cannes, Mouans-Sartoux, Nice



Réseau international  
d'experts indépendants  
Présents en France et dans 50 pays



Les cinq sections ci-dessus sont ensuite consolidées en fin d'exercice.

Cette consolidation fait l'objet de notre certification, cela après nous être assurés que la comptabilité de chaque section reflète l'activité du secteur concerné.

Les produits tel que les subventions ou les concours public sont attribués pour des actions ou des objectifs qui dépendent des sections ci-dessus et nous nous sommes assurés de leurs affectations conformes aux décisions des financeurs ; les charges, elles, sont affectées aux sections en fonction de l'engagement des dépenses propre à chacune des sections ; les charges communes sont réparties en fonction d'unités d'œuvre ; leur choix ou la répartition qui en résulte n'appelle pas d'observations particulières de notre part.

Nous n'avons pas constaté d'événements ou de décisions ayant une incidence importante et non traduits dans les comptes, et nous nous sommes assuré qu'aucun élément significatif n'est constitué à partir d'estimations fondées sur des données subjectives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### *Vérification des rapports et des autres documents adressés aux membres de l'association*

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les divers rapports présentés à l'AGO, ainsi que dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels, les participations sont inscrites dans les immobilisations financières à l'actif du bilan.

#### *Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels*

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes, qui ont été préalablement examinés par la commission financière de l'association, ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration du 25 avril 2023, auquel nous avons assisté.

#### *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



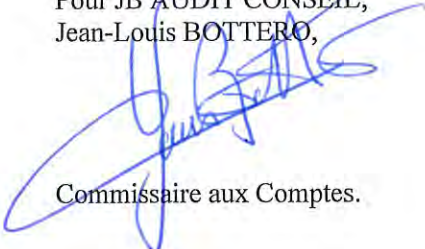
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NICE, ce jour 15 mai 2023

Pour JB AUDIT CONSEIL,  
Jean-Louis BOTTERO,



Commissaire aux Comptes.

## Etats financiers au 31/12/2022

### Bilan et Compte de Résultat



# Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	134 529	118 647	15 882	
	Immobilisations incorporelles en cours				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	53 661	34 048	19 613	27 817
	Installations techniques, matériels et outillage				
	Autres immobilisations corporelles	774 462	648 456	126 006	118 117
	Immobilisations corporelles en cours				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
	Participations et créances rattachées	1 800 000		1 800 000	1 800 000
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	2 479		2 479	2 479
	Autres immobilisations financières	732		732	732
<b>TOTAL (I)</b>		<b>2 765 863</b>	<b>801 151</b>	<b>1 964 711</b>	<b>1 949 145</b>
COMPTES DE LIAISON	Comptes de liaison (1)				
	<b>TOTAL (II)</b>				
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières et fournitures				
	Autres approvisionnements				
	En-cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	(103)		(103)	(103)
	<b>CREANCES (2)</b>				
	Créances redevables et comptes rattachés (3)	222 893	15 381	207 513	167 939
	Autres créances	122 241		122 241	126 061
COMPTES DE REGULARISATION	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 795 002		1 795 002	1 437 912
	Charges constatées d'avance	51 467		51 467	48 173
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>2 191 500</b>	<b>15 381</b>	<b>2 176 119</b>	<b>1 779 982</b>
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>4 957 362</b>	<b>816 532</b>	<b>4 140 831</b>	<b>3 729 127</b>

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an :

Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.



# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2022	31/12/2021
Fonds propres	Fonds associatifs sans droit de reprise	156 852	156 852
	Ecarts de réévaluation sans droit de reprise		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Dons et legs		
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation avec droit de reprise		
	<b>RESERVES</b>		
	Excédents affectés à l'investissement	36 485	20 082
	Réserves de compensation	60 794	63 213
	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	Autres réserves	257 175	257 175
	<b>REPORT A NOUVEAU</b>		
	Report à nouveau (gestion non contrôlée)	1 293 114	1 189 730
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	(798)	(798)
DETTES (1)	Résultat sous contrôle de tiers financeurs	123 997	104 001
	Dépenses non opposables au tiers financeurs	(170 130)	(177 884)
	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)(1)</b>	108 061	145 119
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>		
	Couverture du besoin en fonds de roulement		
	Amortissements dérogatoires et prov. pour renouvellement des immobilisations		
	Réserves des plus-values nette d'actif		
	Immobilisations grevées de droits		
	Provisions règlementées		
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 865 551</b>	<b>1 757 490</b>
	Comptes de liaison		
	<b>TOTAL (II)</b>		
	Provisions pour risques	10 384	10 384
	Provisions pour charges	556 192	516 515
	Fonds dédiés	9 533	45 159
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>576 109</b>	<b>572 058</b>
DETTES (1)	<b>DETTES (4)</b>		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	15 647	30 097
	Emprunts et dettes financières divers (3)	21 006	17 853
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Redevables créditeurs	(20 358)	(20 358)
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	119 289	88 133
	Dettes fiscales et sociales	644 214	714 946
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (5)	919 372	568 909
	Produits constatés d'avance		
	<b>TOTAL (IV)</b>	<b>1 699 171</b>	<b>1 399 580</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL (V)</b>		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>4 140 831</b>	<b>3 729 127</b>

- (1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : résultats sous contrôle de tiers financeurs.
- (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques. 73
- (3) En particulier :cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.
- (4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an : 1 699 171
- (5) Dont fonds des majeurs protégés :

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	- prestations de services	295 737	218 865
	- divers	16 894	16 140
	Production stockée ou déstockage de production		
	Production immobilisée		
	Dotations et produits de tarification	3 919 820	3 698 604
	Subventions d'exploitations et participations	323 228	356 670
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	54 871	158 446
	Transfert de charges		33 841
	Autres produits	51 907	33 492
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>4 662 457</b>	<b>4 516 057</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières premières et fournitures		
	Variation de stock		
	Achats d'autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Achats non stockés de matières et fournitures	60 574	46 191
	Services extérieurs et autres	679 828	549 430
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	- sur rémunérations	343 956	327 921
	- autres	3 253	5 275
	Charges de personnel		
	- salaires et traitements	2 558 825	2 505 545
	- charges sociales	864 206	876 240
	- autres charges de personnel		
	Dotation aux amortissements et provisions		
	Dotation aux amortissements :		
	- des immobilisations	42 600	35 417
	- des charges d'exploitation à répartir		
	Dotation aux dépréciations et provisions :		
	- sur actif circulant	15 381	23 090
	- pour risques et charges d'exploitation	46 178	98 562
	Autres charges	74 607	56 952
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>4 689 407</b>	<b>4 524 625</b>
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(26 949)</b>	<b>(8 568)</b>



## Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2022	31/12/2021
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(26 949)</b>	<b>(8 568)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participations et des immobilisations financières	88 000	89 000
	Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	40	16
	Reprises sur provisions		
	Transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des produits financiers</b>	<b>88 040</b>	<b>89 016</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	164	594
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des charges financières</b>	<b>164</b>	<b>594</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>87 876</b>	<b>88 422</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>60 926</b>	<b>79 854</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	12 154	2 150
	- exercices antérieurs	2	
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions		
	- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- reprises sur provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		1 331
	- reprises sur autres provisions		
	Transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>12 157</b>	<b>3 481</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion		
	- exercice courant	468	16
	- exercices antérieurs	180	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- dotations aux provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- dotations aux autres provisions réglementées		
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>648</b>	<b>16</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>11 509</b>	<b>3 465</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES			
(+ ) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		35 626	69 300
(- ) Engagements à réaliser sur ressources affectées			7 500
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>4 798 280</b>	<b>4 677 854</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>4 690 218</b>	<b>4 532 734</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>108 061</b>	<b>145 119</b>
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>PRODUITS</b>	<b>24 699</b>	<b>15 736</b>
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature	24 699	15 736
	<b>CHARGES</b>	<b>24 699</b>	<b>15 736</b>
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole	24 699	15 736

## Etats financiers au 31/12/2022

### Annexes



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **4 140 831** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de **4 798 280** euros
  - un total charges de **4 690 218** euros
  - dégage un résultat de **108 061** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2022**
- finit le **31/12/2022**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association UDAF** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

### PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'UDAF du Var est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et des familles.

Constituée le 7 mars 1946, cette association a fait l'objet d'une déclaration en sous-préfecture de Toulon le 12 avril 1946 publiée au JO.

Conformément à l'article L211-7 de ce même Code, les statuts de l'UDAF du Var ont été agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'association UDAF du Var jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

### AGREMENTS DE L'ASSOCIATION

#### **Service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (PJM)**

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales du Var, pour la régularisation d'un service mandataire judiciaire à la

protection des majeurs, situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex destiné à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle et/ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

#### **Service délégué aux prestations familiales (DPF)**

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations

Familiales du Var, pour la régularisation d'un service délégué aux prestations familiales situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex, destiné à exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

#### **Association de consommateurs**

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme association de consommateurs depuis 1988. L'UDAF du Var bénéficie de cet agrément.

#### **Agrément Education Nationale**



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Par arrêté du ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en date du 24 janvier 2012, l'UNAF et les UDAF sont considérées comme association éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- Des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative

La validité de l'agrément est de 5 ans.

### Inscriptions sur les listes dressées par les Juridictions

**2004** - Inscription sur la liste des mandataires prévue par la loi sur le traitement des situations de surendettement des particuliers de l'article L332-6 du Code de la Consommation

**2014** - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Toulon)

**2016** - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Draguignan)

### FAITS CARACTERISTIQUES

Pour la deuxième fois cette année, les interventions des bénévoles ont été valorisés et comptabilisés pour un montant de 24 698,55 €.

### Conventions d'objectifs

L'UDAF du Var a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs 2016-2021 » avec l'UNAF.

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L211-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Les cinq actions proposées par l'UDAF du Var sont exposées comme suit :

Action 1 : Usage responsable du numérique

Action 2 : Espaces parents en milieu scolaire

Action 3 : Parrainage de proximité

Action 4 : Extension du service Famille gouvernante

Action 5 : Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux

A la clôture de l'exercice, l'UDAF a consommé ses fonds dédiés pour 35 626 €. La part non consommée des exercices précédents s'élève à 9 533 €.

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

### Résultats sous contrôle financeurs

Les activités des services des majeurs protégés et MJAGBF font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à cette autorité d'affecter le résultat de ces services.

A la date de l'élaboration des comptes annuels 2022, les examens des comptes administratifs de l'exercice 2021 ne nous sont pas parvenus. En sorte que le résultat 2021 a été affecté dans un compte « Résultat en attente d'affectation »

### Litige

Un litige relatif à l'activité PJM a été provisionné en fonction des risques estimés par l'association.

### Engagement en matière de pensions et retraites

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Les indemnités acquises pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 556 191,62 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2022.

### Informations générales complémentaires

#### Informations à caractère fiscal :

L'UDAF du Var est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

L'UDAF du Var est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'action sociale et des familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.

Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit l'ensemble des critères de non-lucrativité.

#### Avoirs des Majeurs Protégés :

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire ouvert à son nom voire titulaire personnellement des comptes financiers dont il est propriétaire.

#### Opérations pour le compte de tiers :



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est comptabilisée dans le résultat.

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivants les normes, principes et méthodes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux issus :

- de l'avis du 17 Avril 1986 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des établissements sanitaires et sociaux publics et privés à but non lucratif.
- de l'avis du 17 décembre 1998 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des associations, fondations et aux modalités d'établissement des comptes annuels.
- de l'arrêté du 08 Avril 1999 portant homologation du règlement du 16 Février 1999 du comité de réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.
- du décret du 22 octobre 2003 relatif la gestion budgétaire, comptable et financière des établissements mentionnés à l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles, et à l'article L6111-2 du code de la santé publique.
- de l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif au plan comptable applicable aux établissements privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.
- de l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2007-05 du 04/05/2007.
- des ANC 2014-03 et ANC 2018-06

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases suivantes :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 140 831** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 798 280** euros et un total **charges** de **4 690 218** euros ,dégageant un **résultat** de **108 061** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2022** et finit le **31/12/2022**.

Il a une durée de **12** mois.

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

### RECAPITULATION DES RESULTATS DES ETABLISSEMENTS

UDAF Institution : 26 216

UDAF DPF : - 21 434

UDAF PJM : 101 044

UDAF FG : 2 235

Total Consolidé : 108 061

### RELEVÉ DES DETTES ET CRÉANCES INTER ETABLISSEMENTS

Créances de l'institution :

- Dossier : PJM : 442 137

- Dossier : DPF : 75 350

Dettes de l'institution :

- Dossier : FG : 262 904

## Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres immobilisations incorporelles	114 342		20 187			134 529
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	114 342		20 187			134 529
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	14 366		2 295			16 661
	instal. agencement	37 000					37 000
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	183 944		2 400			186 344
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	554 834		33 284			588 118
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		790 143		37 980			828 123
FINANCIERES	Participations et créances rattachées	1 800 000					1 800 000
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	2 479					2 479
	Autres immobilisations financières	732					732
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 803 211				
TOTAL		2 707 696		58 166			2 765 863



## Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement				
	Autres	114 342	4 305		118 647
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>114 342</b>	<b>4 305</b>		<b>118 647</b>

CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui	5 772	3 737		9 509
	instal. agencement aménagement	17 776	6 763		24 539
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	120 419	893		121 312
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	500 242	26 903		527 144
	Autres immobilisations corporelles				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>644 210</b>	<b>38 295</b>		<b>682 505</b>

<b>TOTAL</b>	<b>758 551</b>	<b>42 600</b>		<b>801 151</b>
--------------	----------------	---------------	--	----------------

## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	2 479	2 479	
	Autres immobilisations financières	732	732	
	Clients douteux ou litigieux	15 381	15 381	
	Autres créances clients	207 513	207 513	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 645	1 645	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	268	268	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1	1	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	120 327	120 327	
	Charges constatées d'avances	51 467	51 467	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>399 812</b>	<b>399 812</b>	
	Prêts accordés en cours d'exercice	2 642		
	Remboursements obtenus en cours d'exercice	2 642		
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	73	73		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	15 574	15 574		
	Emprunts et dettes financières divers	3 734	3 734		
	Fournisseurs et comptes rattachés	119 289	119 289		
	Personnel et comptes rattachés	310 059	310 059		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	219 738	219 738		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	114 418	114 418		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	17 272	17 272		
	Autres dettes	899 015	899 015		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>1 699 171</b>	<b>1 699 171</b>		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	44 632			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	57 614			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



## Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2022

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>536 837</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>25 972</b>
<i>FOURNISSEURS FACT NON PARV</i>	25 972	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>438 339</b>
<i>SALARIES - NOTES DE FRAIS</i>	7 219	
<i>PROVISION CONGES PAYES</i>	288 923	
<i>PROVISION SALAIRE C.A.P</i>	7 543	
<i>CHARGES SOCIALES /CP</i>	94 535	
<i>CHARGES SOCIALES/PROV.SAL</i>	2 468	
<i>CHARGES FISCALES/CP</i>	36 693	
<i>CHARGES FISCALES/PROV.SALAIRES</i>	958	
<b>Autres dettes</b>		<b>72 526</b>
<i>CHARGES A PAYER</i>	72 526	

# Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres	10 384			10 384
		516 515	401 348	361 671	556 192
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>526 899</b>	<b>401 348</b>	<b>361 671</b>	<b>566 576</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières  Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres				
		47 094	15 381	47 094	15 381
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>47 094</b>	<b>15 381</b>	<b>47 094</b>	<b>15 381</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>573 992</b>	<b>416 728</b>	<b>408 764</b>	<b>581 956</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			61 559	54 871	



## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>				
- Patrimoine intégré	7 319			7 319
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	149 533			149 533
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	340 470	13 984		354 454
Report à nouveau	1 189 730	103 385		1 293 114
Résultat de l'exercice	145 119	(37 058)		108 061
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>				
- Apports				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	104 001	19 996		123 997
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Dépenses refusées par l'autorité de tarification	(798)			(798)
Dépenses non opposables au tiers financeurs	(177 884)	7 755		(170 130)
<b>TOTAL</b>	<b>1 757 490</b>	<b>108 061</b>		<b>1 865 551</b>

# Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/12/2022	31/12/2021	%	%	31/12/2022	31/12/2021	%	%
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur CAC	14 752	14 322	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur CAC								
Filiales intégrées globalement								
<b>Sous-total</b>	<b>14 752</b>	<b>14 322</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>				
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
<b>Sous-total</b>								
<b>TOTAL</b>	<b>14 752</b>	<b>14 322</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>				





## Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fds dédiés clôture 31/12/2021	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	
			Montant global	dont rembours- ements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Usage responsable du numérique							
Espace parents en milieu scolaire							
Parrainage de proximité							
Extension du service Famille gouvernant	915					915	
Information et soutien au budget familial							
Familles gouvernantes	44 244		35 626			8 618	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>45 159</b>		<b>35 626</b>			<b>9 533</b>	